

problem, namely how to control foreign investors. This is, I gather, primarily one of Canadian concern. Now, this control of foreign investors can be over-exaggerated but for one particular point, that of government-controlled foreign investors. Now, Mr. Chairman, I believe that we will see this happening more and more. In Europe you will have a fair amount, an increasing amount of government-owned or government majority-controlled big operations, investing in other countries, inside the E.E.C. or inside the enlarged E.E.C. and outside. Britain has developed such an investment or reconstruction corporation. I understand it is in the process of being dismantled by the present government...

Mr. Darling: Doctrinaire government.

Mr. Blumenfeld: That was your remark, not mine. And we have in my country in Germany; we have a company which helps with regard to investments, not just in developing countries but also in other developed countries with government or public funds and the major reason for this is that most of our private industry, which is not big chemical or big automobile companies, has a decided lack of capital. This, Mr. Saltsman, brings me back to your question. Why do we need U.S. investments at all?

I did say in my earlier intervention this morning, that I thought we had come to a point where this is changing now, but it depends entirely on our ability to form a truly industrial European Common Market. Up to now we have a customs union which is quite well advanced, but we do not have as yet a full economic union or a full monetary union. We are trying to reach it. Once this is under way, really under way, we will certainly not have or need or require the U.S. investment that we did in the Fifties or in the Sixties. I believe that U.S. investments have already shown that they are not any more in the technological field to the great extent that they were 10 years ago. They are really, as you said, branch plant operations to get in on a rising economy which the common market, the ECC, represents. This is the individual businessman, the individual company who do as best they can, and they have been very successful, and successful because they have been able with their know-how and without a lot of inside regulations or, government interference, etc., just to plant themselves where they wanted; and if they were not wanted in one country they moved into another one and, for that matter, they very often moved into Switzerland and operated from Switzerland. All of this will be changing slowly as we move into a true economic and monetary union, a subject which we will discuss presently, Mr. Chairman, but I thought I might be able to clarify this point. Thank you.

The Joint Chairman (Senator Aird): Thank you very much Mr. Blumenfeld. Mr. Saltsman, are you satisfied with the reply or would you like to have a supplementary question?

Mr. Darling: Mr. Chairman, could I just add one sentence to Mr. Blumenfeld's reply to Mr. Saltsman?

dire comment contrôler les investisseurs étrangers. C'est là un des principaux intérêts du Canada. Ce contrôle des investisseurs étrangers peut être exagéré sauf quand il s'agit des investisseurs étrangers contrôlés par le gouvernement. Je crois, monsieur le président, que la chose se produira de plus en plus. En Europe, un nombre croissant de gouvernements—opérations propriétés du gouvernement ou contrôlées par lui—investiront dans d'autres pays à l'intérieur du Conseil économique de l'Europe ou à l'extérieur.

Par exemple, la Grande-Bretagne a mis au point une société d'investissement et de reconstruction. Si je comprends bien le gouvernement actuel est en train de la démanteler...

M. Darling : C'est un gouvernement doctrinaire.

M. Blumenfeld: C'était votre remarque, et non la mienne. Et dans mon pays, l'Allemagne, nous avons une société qui fournit de l'aide en ce qui concerne l'investissement non pas seulement dans les pays en voie de développement, mais également dans d'autres pays développés avec les fonds gouvernementaux ou publics et la raison principale pour ceci est que la plupart de notre industrie privée, à l'exception des sociétés très importantes de chimie ou d'automobiles souffre d'un manque important de capitaux. Ceci, monsieur Saltsman, me ramène à votre question, pourquoi avons-nous besoin des investissements américains?

J'ai dit dans mon intervention précédente ce matin que, d'après moi, nous en sommes venus à un point où ceci change maintenant, mais ceci dépend entièrement de notre capacité de former un marché commun européen véritablement industriel. Nous avons une union douanière qui est dans un stade bien avancé, mais nous n'avons pas une union complètement économique, ou une union monétaire complète. Nous essayons d'atteindre cet objectif. Une fois que nous serons en route vers cet objectif, réellement en route, nous n'aurons certainement pas besoin ou nous ne demanderons pas d'investissements américains comme nous le faisons dans les années cinquante ou soixante. Je crois que les investissements américains ont déjà montré qu'ils ne sont plus dans le domaine technologique ce qu'ils étaient il y a dix ans. Ils sont, comme vous l'avez dit, en vérité des opérations de succursales qui s'intègrent dans une économie en hausse que représente le Marché commun. C'est l'homme d'affaires individuel, la société privée, qui font du mieux qu'ils peuvent, et ils ont été couronnés de succès et ceci, parce qu'ils ont été capables, avec leur savoir-faire et sans beaucoup de règlements ou d'interférences gouvernementales, de s'établir où ils voulaient. S'ils ne voulaient pas aller dans un pays, ils allaient dans un autre et, à ce sujet, ils allaient très souvent en Suisse et opéraient à partir de la Suisse. Tout ceci va changer lentement au fur et à mesure que nous progressons vers une union véritablement économique et monétaire, sujet que nous discuterons bientôt, monsieur le président, mais j'ai pensé que je pourrais être capable d'éclaircir ce point. Merci.

Le coprésident (Le sénateur Aird): Merci beaucoup, monsieur Blumenfeld. Monsieur Saltsman, êtes-vous satisfait de la réponse qui vous a été fournie ou auriez-vous une question supplémentaire?

M. Darling: Monsieur le président, pourrais-je simplement ajouter une phrase à la réponse de M. Blumenfeld à M. Saltsman?